

ÉLECTIONS SOCIALES 2024 : VOTEZ POUR DES CANDIDAT.E.S DE COMBAT !

DES ÉLECTIONS TOUT SAUF ANODINES

C'est en mai que ça se passe ! Des élections sociales auront lieu dans plus de 7.000 entreprises pour un Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) dans les entreprises de plus de 50 travailleur.euse.s mais également pour un conseil d'entreprise (CE) dans les entreprises de plus de 100 travailleur.euse.s. Vous y voterez en faveur de candidat.e.s proches de vous, qui bossent à votre côté et qui partagent les mêmes rapports que vous avec l'employeur.

Ce sont aux élections sociales que l'on trouve le plus grand nombre de candidat.e.s : 132.750 en 2016. Environ le double des candidat.e.s aux élections communales ! Le mouvement ouvrier a imposé par la lutte de pouvoir élire ses représentant.e.s dans certains organes de contrôle et de surveillance, des syndicalistes qui bénéficient par ailleurs d'une protection contre l'arbitraire patronal en raison de leur rôle de représentant.e.s. Chaque travailleur a un besoin crucial de représentant.e.s pour défendre ses intérêts et relayer ses inquiétudes et ses revendications.

DES ÉLECTIONS EN PÉRIODE DE LICENCIEMENTS : STOPPONS LA COURSE VERS LE BAS !

Et ce ne sont pas les inquiétudes qui manquent cette année. Les annonces de licenciements collectifs se suivent. Une bonne par-

tie de celles-ci concernent des entreprises qui foncent vers la faillite. Autant de symptômes d'un ralentissement économique et d'une récession.

Par exemple, dans le scénario le plus favorable, 1.100 des 2.500 emplois de Van Hool seraient supprimés. L'entreprise met fin à la production d'autobus en Belgique. Elle menace même de faire faillite, ce qui met en péril l'avenir de tout le personnel et leurs proches. L'entreprise affirme que les caisses sont vides. Où sont donc passés les millions d'euros transférés de l'entreprise au holding familial Immoroc ? Ce holding utilise l'entreprise comme une vache à lait pour la famille Van Hool. La famille Van Hool figure parmi les plus riches du pays, notamment grâce à l'exploitation coloniale au siècle dernier. Son avidité est la principale cause du bain de sang social annoncé.

Des scénarios similaires s'observent ailleurs. La récession en Allemagne et la crise de l'industrie automobile menacent l'emploi de 3.500 salarié.e.s chez Audi Brussels. Dans l'ensemble, on constate une augmentation des faillites : le nombre de février 2024 est supérieur à celui du même mois en 2023 (+20,0 %) et en 2022 (+35,1 %). Le gigantesque secteur allemand de la chimie a produit 8 % de moins l'année dernière, alors que la production était déjà inférieure de 11 % à celle de 2015. La même tendance se poursuit chez nous : chez BASF, les ventes ont reculé de 21 % l'année dernière, de 20 % chez Covestro et, chez Tessenderlo, elles ont été divisées par deux.

Les rapports positifs concernant l'état de l'économie continuent pourtant d'affluer. Ce qui freine la récession, c'est principalement l'importance des fonds publics consacrés aux plans de



Le Parti socialiste de lutte (PSL) défend le socialisme démocratique, une société dans laquelle la majorité sociale décide démocratiquement de l'utilisation des richesses et des ressources disponibles. Nous sommes présent.e.s sur les lieux de travail, parmi la jeunesse, dans les mouvements de lutte. En tant que marxistes démocratiques, nous sommes résolument anticapitalistes, organisés au niveau international au sein d'Alternative socialiste internationale (ASI) et nous défendons une révolution fondamentale dans l'intérêt de l'humanité et de la planète.

PSL

socialisme.be

Instagram : partisocialistedelutte
FB : PSLLSP.PartiSocialistedeLutte
info@socialisme.be
0472436075 (Michael)

crise depuis la pandémie. Le plan “NextGenerationEU” s’élève ainsi à plus de 2.000 milliards d’euros. Par conséquent, l’économie ne se porte pas aussi mal que prévu. À cela s’ajoute la dette actuelle des entreprises, qui bénéficie encore de bas taux d’intérêt pour son remboursement.

Le capitalisme est sous perfusion depuis longtemps ! En Belgique, sans ces investissements et l’indexation des salaires et allocations sociales (pourtant insuffisante) la contraction de l’économie serait bien plus importante. Le capitalisme ne nous réserve ni progrès social ni garantie de bien-être. Les inégalités bouillonnent. Selon la Banque Nationale de Belgique, l’ensemble des Belges disposerait d’un patrimoine de 2.852 milliards d’euros. Mais les 10 % les plus riches détiennent à eux seuls 55 % de la richesse ! Le fonctionnement du capitalisme est à l’origine de cette spirale infernale, renversons-le !



DES TAUX DE PROFIT EN BERNE NE JUSTIFIENT EN RIEN L’AUSTÉRITÉ !

Jusqu’il y a peu, les marges bénéficiaires brutes étaient supérieures à 40 %. L’argent existe donc pour augmenter les salaires, créer des emplois de qualité et investir. Dire qu’il manque aujourd’hui, c’est une entourloupe. Mais les capitalistes saisiront l’excuse de la contraction de l’économie pour défendre une prétendue fatalité austéritaire.

Cherchons où se trouvent les profits et allons les prendre ! En même temps, se rendre dépendant des profits en tant que tels représente un écueil majeur. Cela nous laisse être le jouet des capitalistes dans le casino du marché. Si leurs profits diminuent, nous aurions alors à exiger moins. Accepter la logique du système, c’est accepter la casse sociale !

Une part croissante des bénéfices est investie dans le capital fixe (machines, outils de production, bâtiment). Les capitalistes doivent donc utiliser plus de capital pour réaliser des profits équivalents. Afin de maintenir leurs marges bénéficiaires, ils augmentent le taux d’exploitation de celles et ceux qui travaillent. Il suffit de voir le nombre d’attaques contre nos conditions de travail !

Plutôt que d’accepter la dépendance vis-à-vis des mécanismes pervers du marché, il vaut mieux se battre pour retirer des secteurs hors de là. Dès lors, la richesse produite pourra également revenir à la classe travailleuse, pour combattre les inégalités et investir dans le bien-être dans tous les domaines. Cela signifie d’affronter la logique budgétaire exigée par le FMI et l’UE, pour lesquels la Belgique devrait trouver 30 milliards d’euros à économiser.

SE PRÉPARER À UNE NOUVELLE GUERRE DE CLASSE : QU’EN DISENT LES SYNDICATS ET LA FEB ?

Les syndicats et la FEB se préparent aux élections politiques. Ils formulent leurs attentes dans leurs mémorandums sous forme de mesures concrètes, ce qui donne toujours une idée de la direction que les deux camps veulent prendre dans cet affrontement.

La FEB met l’accent sur l’innovation, l’économie verte et, bien sûr, sur une Belgique compétitive. Elle exige que les charges pesant sur les entreprises soient aussi faibles que possible et attend des pouvoirs publics qu’ils soient plus forts et investissent en profondeur pour leur faciliter la tâche. Les pouvoirs publics devraient par ailleurs absorber le choc des « crises systémiques » dont le capitalisme est responsable. Parallèlement, la FEB émet une série de propositions pour rendre le gouvernement plus « efficace », en réduisant les coûts de fonctionnement de 8 points de pourcentage du PIB sur une période de 8 ans, sans sacrifier les services. D’ici 2030, la FEB prévoit un ratio de dépenses publiques inférieur à 45 % du PIB. Traduction : une avalanche d’austérité sur les services publics et la réorientation de ceux-ci pour soutenir les bénéfices des entreprises.

Des investissements au service des profits, mais sans qu’ils ne soient financés par ces derniers. L’argent devra provenir d’une augmentation du taux d’exploitation, via de nouvelles attaques sur les conditions de travail, y compris une abolition de l’index d’ici 2030, via l’abolition de la loi de 1996.



IMPLICATION DÉMOCRATIQUE

Les semaines de campagne pour les élections sociales permettent de discuter avec les collègues des revendications qu'ils et elles estiment les plus importantes, de celles qui concernent le niveau de l'entreprise, de ce qui concernerait une campagne syndicale plus large,...

Cette campagne est l'occasion d'impliquer tout le monde. 1) En votant, on renforce la délégation des travailleurs 2) En choisissant des candidat.e.s de combat 3) En rejoignant le groupe des syndicalistes actif.ve.s pour rester impliqué.e.s dans toutes les étapes et les défis à venir du travail syndical.

Construire la résistance syndicale sur le lieu de travail nécessite également une perspective de changement. On peut défendre les revendications les plus cruciales par entreprise et par secteur, le mieux étant de préparer cela et les actions exigées par des assemblées démocratiques du personnel. C'est une tradition qui doit être restaurée partout. Une démocratie de combat pour un syndicalisme de combat !

UN PROGRAMME SOCIAL POUR REPOUSSER L'EXTRÊME DROITE !

Les élections sociales ne sont pas séparées des élections politiques. La faillite des partis traditionnels qui défendent systématiquement les intérêts des capitalistes et la croissance de l'extrême droite qui en profite représentent des thèmes importants pour les élections sociales. Un programme social qui répond aux besoins réels des gens et qui rompt avec la logique du marché fait partie de la riposte antifasciste.

No Pasaran ! Stop aux attaques contre notre sécurité sociale, notre enseignement et nos soins de santé ! Des investissements massifs dans des services publics de qualité et élargis pour ne laisser personne sur le bord du chemin ! Sauvons nos emplois en confiant les entreprises au secteur public et en les plaçant au service de la collectivité !

L'extrême droite promet le progrès social pour son « propre peuple », mais divise les travailleur.euse.s. Une fois élue, elle

vote toujours pour empirer l'exploitation que nous subissons. Les initiatives antifascistes sont renforcées par la présence de délégations syndicales et elles permettent aussi de combattre ces idées parmi les collègues.

Le livre "Lutte et solidarité contre le racisme et le fascisme" propose 79 pages d'arguments et d'analyses utiles à tout syndicaliste.

En vente via boutique. socialisme.be au prix de 8€.



La FEB lance également une charge contre la représentation des travailleur.euse.s sur le lieu de travail. La FEB veut limiter les négociations collectives en fusionnant les CPPT et le conseil d'entreprise (avec une réduction des mandats et de la représentation bien entendu), en pouvant conclure des conventions collectives avec l'accord d'un seul syndicat, en concluant des accords directs avec les travailleur.euse.s sans convention collective, en réduisant la protection contre les licenciements, etc. Si l'on ajoute à cela la diminution du nombre de personnes employées dans le cadre de contrats à durée indéterminée, la représentation syndicale s'en trouvera sérieusement érodée!

Pour la FEB, l'ensemble de ces attaques peut parfaitement répondre à l'exigence d'équilibre budgétaire de l'Europe. En plus des mesures susmentionnées, la FEB propose de supprimer progressivement la sécurité sociale, en utilisant l'augmentation des salaires nets (via la réduction des cotisations à sécurité sociale) pour la

LUTTER POUR GAGNER ! ET S'Y PRÉPARER DÈS MAINTENANT.

Cette période n'est pas exempte de protestations ou de mouvements sociaux. Une résistance se prépare contre les coupes budgétaires annoncées et, dans des secteurs comme les transports publics, les prisons, l'enseignement ou les soins de santé, des actions prennent place. A cela s'ajoutent les importantes mobilisations féministes et LGBTQIA+, contre la répression, en solidarité avec les masses palestiniennes...

Une fois les élections passées, beaucoup de choses deviendront concrètes. Si l'austérité devient effective, un plan d'action en escalade sera nécessaire pour la bloquer et définir l'agenda socio-économique. Là où les licenciements (menacent) de se produire, nous devons pouvoir compter les uns sur les autres et construire une solidarité solide et massive. Nous pouvons tirer des leçons des mouvements précédents, comme celui de 2014 contre le gouvernement Michel : la lutte peut être payante, si la direction des syndicats est disposée à le faire. C'est une autre raison pour laquelle il est préférable de construire la solidarité la plus large possible et de lutter ensemble dès maintenant !

ORGANISONS-NOUS POUR CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ ! REJOIGNEZ-NOUS !

Le PSL rassemble des travailleur.euse.s et des jeunes pour défendre une société socialiste démocratique. Vous souhaitez en savoir plus ? Abonnez-vous à notre mensuel et rejoignez le PSL !

CONTACTEZ-NOUS :
info@socialisme.be ou
0472/43.60.75 (Michael)



rendre « progressiste ». Toutes ces propositions reposent sur le transfert de moyens du travail vers le capital.

Les grands syndicats FGTB et CSC réagissent essentiellement de manière défensive. Il n'est nulle part question de faire une véritable brèche dans le système ou d'accroître le contrôle des travailleur.euse.s sur la production. Mais d'importants points de programme peuvent être repris de manière combative. C'est là que les délégué.e.s et les délégations feront toute la différence !

Outre le maintien de l'index, la FGTB demande la suppression des réductions de cotisations patronales et l'instauration d'un impôt sur la fortune. Le pouvoir d'achat devrait augmenter grâce à une augmentation des salaires à minimum 17 euros de l'heure (2800 euros par mois) et une révision de la loi de 1996 pour lier les augmentations salariales à la « réalité économique ». La FGTB s'oppose aussi à la volonté de la FEB de maximiser à nouveau la flexibilité du travail. La revendication d'une semaine de 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire est lancée, de même qu'une semaine supplémentaire de congés payés et la fin du travail à temps partiel involontaire et des emplois flexibles.

La revendication d'une entreprise publique d'énergie nous semble constituer un point de discussion important. Par le passé, de telles structures se sont noyées dans la concurrence sur le marché. À l'instar de plusieurs centrales syndicales durant la crise du pouvoir d'achat, nous défendons un secteur de l'énergie entièrement public par le biais d'une nationalisation et d'un contrôle démocratique des travailleur.euse.s. Nous sommes enthousiastes à l'idée de discuter largement de la forme que pourrait prendre cette solution !

ABONNEZ-VOUS À LUTTE SOCIALISTE !

Vous aussi vous en avez marre des médias dominants ? Notre journal Lutte Socialiste publie chaque mois des articles, des analyses et des propositions émanant du mouvement ouvrier et de la résistance de la jeunesse. Notre site socialisme.be propose régulièrement des articles.

Nous nous plaçons consciemment du côté des travailleur.euse.s et de leurs familles. Nous ne nous contentons pas de fournir des analyses et des rapports, nous voulons aussi proposer des arguments contre la logique néolibérale dominante et offrir des idées pour renforcer notre lutte en faveur d'une alternative socialiste au capitalisme.

Prenez parti vous aussi. Suivez socialisme.be, abonnez-vous à la lettre d'information hebdomadaire gratuite de socialisme.be et souscrivez un abonnement à notre mensuel !

Tarifs d'abonnement :
- Essai : 3 numéros pour 5 euros
- 12 numéros : 20 euros
- 12 numéros (en soutien) : 30 euros / 50 euros
- Ordre permanent : 2 euros par mois (soutien 5/mois)

Versement sur le numéro de compte :
BE31 5230 8092 5155 de "Socialist Press".

